



## **HALTE à la CASSE de L'HOPITAL PUBLIC et MAINTIEN de la CARDIOLOGIE à Henri MONDOR**

Le 10 février dernier, personnels et professionnels de santé, élu(e)s du Val de Marne, usagers et personnalités, ont clamé, à près d'un millier, le rejet du projet de fermeture du service cardiologie d'Henri Mondor, unique service de pointe de chirurgie cardiaque de tout l'Est Francilien, dont la renommée est internationale.

**Tous, dans un même mouvement, ont adressé un avertissement au directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France**, Monsieur Claude Evin, ancien ministre socialiste de la santé, lui demandant de retirer son projet néfaste pour 1,5 million de personnes du Val de Marne et d'une partie de la Seine et Marne, projet établi sans aucune concertation, d'une manière arbitraire et autoritaire.

**La condamnation de la politique de santé du pouvoir Sarkozy-Fillon a été au cœur du rassemblement.** La loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST) qui s'inscrit dans la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) a pour objectif une réduction de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dont 5700 au sein des hôpitaux de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris.

**Cette politique-là est inacceptable.** Elle conduit à une santé à deux vitesses dont la seule logique comptable est la colonne vertébrale. Elle crée une forte détérioration des conditions de travail des personnels.

**La santé n'est pas une marchandise et l'Hôpital n'est pas une entreprise.** Elle doit être accessible à toutes les personnes quelles que soient leurs situations. Il devient chaque jour plus intolérable de constater qu'une part de plus en plus importante des activités dites « rentables » soit dévolue au secteur privé, avec les prédateurs que sont les fonds de pension ou les multinationales de santé.

La restructuration des groupes hospitaliers de l'AP-HP, qui prévoit le regroupement des services sur 12 groupes en lieu et place des 37 hôpitaux existants, a été le premier coup de semonce pour annoncer soit le transfert d'activités, soit la fermeture, comme à Jean Rostand à Ivry.

**Au nom d'une politique délibérée de casse de la santé**, l'ARS et son directeur font le forcing pour aller plus avant et s'attaquer maintenant aux secteurs de pointe et à l'unité des centres hospitaliers universitaires (la chirurgie cardio-vasculaire représentant 20 % de l'activité du site de Créteil). Supprimer la chirurgie cardiaque à Henri Mondor contredit les propos de l'ARS : « *Maintenir une offre de soins figée alors que les technologies, les modalités de prise en charge et les attentes des patients évoluent sans cesse, serait contraire au principe d'adaptabilité du service public et contraire à l'intérêt général de la population francilienne* ».

**Oui, il faut que le service public de santé évolue et s'adapte et c'est pour cela que le service cardiologie doit être développé à Henri Mondor.**

Les propos de l'ARS exprimés le jour du rassemblement du 10 février, confirment bien le décalage entre les paroles et les actes, avec la succession d'annonces des fermetures d'Albert Chennevier à Créteil, d'Emile Roux à Limeil-Brévannes et de Charles Foix à Ivry, auxquelles nous nous opposons.

Avec pugnacité, nous serons aux côtés de celles et de ceux qui veulent stopper cette casse de la santé publique. **Nous serons présents lors de la journée d'action en direction des ARS le 2 avril prochain et lors des Assises régionales de la santé publique.**

**Un service public de santé accessible pour toutes et pour tous et luttant efficacement contre les inégalités sociales et territoriales**, telle est la finalité de l'action portée par les candidats du Front de Gauche aux élections cantonales du 20 mars prochain.